

BVGer C-4575/2013 vom 3. Februar 2015

Bundesverwaltungsgericht, 2015-02-03, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bvger_C-4575_2013

FR: TAF C-4575/2013 du 3 février 2015

IT: TAF C-4575/2013 del 3 febbraio 2015

Regeste

Assurance-invalidité (divers)

Erwägungen

E. 1.1

Le TAF connaît - sous réserve des exceptions non réalisées en l'espèce - des recours interjetés par les personnes résidant à l'étranger contre les décisions de l'OAIE (art. 31, 32 et 33 let. d de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal administratif fédéral [LTAF, RS 173.32]). En vertu de la jurisprudence du Tribunal fédéral, il est admis que les personnes assurées peuvent attaquer devant le tribunal une décision incidente portant sur une expertise médicale. En effet, le Tribunal fédéral a considéré qu'une expertise qui ne satisfait pas au droit crée en règle générale non seulement un préjudice de fait mais également un préjudice légal qui est irréparable, remplissant ainsi la condition nécessaire afin de pouvoir contester une décision incidente conformément à l'art. 46 al. 1 let. a PA (ATF 137 V 210 consid. 3.4.2.7 confirmés par ATF 139 V 339 consid. 4.4 et 138 V 271 consid. 1.2.3). Partant, le TAF est compétent pour connaître du recours formé contre la décision incidente de l'OAIE du 5 juillet 2013.

E. 1.2

La procédure devant le TAF est régie par la PA dans la mesure où la LTAF, la loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA, RS 830.1) ou la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité (LAI, RS 831.20) ne sont pas applicables (cf. art. 37 LTAF, art. 3 let. dbis PA, art. 2 LPGA et art. 1 al. 1 LAI).

E. 1.3

Le recourant a qualité pour recourir contre la décision litigieuse étant touché par celle-ci et ayant un intérêt digne d'être protégé à ce qu'elle soit annulée ou modifiée (cf. art. 59 LPGA).

E. 1.4

Déposé en temps utile et dans les formes requises par la loi (art. 60 LPGA et 52 PA), l'avance de frais de procédure ayant de plus été acquittée, le recours est recevable et le Tribunal entre en matière.

E. 2

Le TAF définit les faits et apprécie les preuves d'office et librement (art. 12 PA). En outre, il applique le droit d'office, sans être lié par les motifs invoqués (art. 62 al. 4 PA) ni par l'argumentation juridique développée dans la décision entreprise (Pierre Moor/Etienne Poltier, Droit administratif, Volume II, Les actes administratifs, 3e éd. 2011, p. 300 s.;

Jérôme Candrian, Introduction à la procédure administrative fédérale, La procédure devant les autorités administratives fédérales et le Tribunal administratif fédéral, 2013, n° 176).

E. 3.1

S'agissant du droit applicable dans le temps, il convient de rappeler le principe selon lequel les règles applicables sont celles en vigueur au moment où les faits juridiquement déterminants se sont produits (ATF 130 V 445 consid. 1.2). En l'occurrence, la décision contestée ayant été rendue le 5 juillet 2013, les dispositions légales suisses en vigueur à ce moment-ci sont déterminantes.

E. 3.2

X._____, étant ressortissant franco-suisse vivant en France, est en principe également applicable l'Accord entre la Suisse et la Communauté européenne et ses Etats membres sur la libre circulation des personnes du 21 juin 1999 (ALCP, RS 0.142.112.681) qui est entré en vigueur pour la relation entre la Suisse et les Etats de l'Union européenne le 1er juin 2002 (cf. ATF 133 V 269 consid. 4.2.1; cf. art. 80a LAI). En ce qui concerne la relation avec la Suisse, l'annexe II de l'ALCP, qui régit la coordination des systèmes d'assurances sociales (art. 8 ALCP), a été modifiée avec effet au 1er avril 2012, raison pour laquelle sont en l'occurrence également relevant : - le règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale (RS 0.831.109.268.1), et - le règlement (CE) n° 987/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 fixant les modalités d'application du règlement n° 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale (RS 0.831.109.268.11; cf. à titre d'exemple les arrêts du TAF C-3/2013 du 2 juillet 2013 consid. 3.2 et C-3985/2012 du 25 février 2013 consid. 2.1). D'après l'art. 4 du règlement n° 883/2004, les ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne et les ressortissants suisses bénéficient de l'égalité de traitement. En outre, dans la mesure où l'ALCP et en particulier son annexe II ne prévoient pas de disposition contraire, la procédure ainsi que les conditions de l'octroi d'une rente d'invalidité suisse sont déterminées exclusivement d'après le droit suisse (ATF 130 V 257 consid. 2.4).

E. 4

En l'occurrence, l'objet du litige est la décision incidente du 21 mai 2013 portant sur une expertise médicale bidisciplinaire; concrètement, la nécessité de la mise en oeuvre d'une expertise psychiatrique et orthopédique en Suisse est contestée par X._____. Cependant, contrairement à ce que semble croire le recourant, la question de savoir s'il a droit à une rente d'invalidité ne peut pas faire l'objet du présent litige, l'OAIE n'ayant pas encore rendu une décision y relative. Or, l'objet du litige est notamment délimité par la décision contestée (cf. ATF 130 V 501 consid. 1, 125 V 413 consid. 1a et 1b et 2 et les références citées; Meyer/Von Zwehl, L'objet du litige en procédure de droit administratif fédéral, in: Mélanges Pierre Moor, 2005, n° 8 p. 439). La conclusion du recourant visant à l'octroi d'une rente d'invalidité entière est donc irrecevable.

E. 5.1

Conformément au principe inquisitoire qui régit la procédure dans le domaine des assurances sociales (art. 43 LPGA), l'administration est tenue de prendre d'office les mesures d'instruction nécessaires et de recueillir les renseignements dont elle a besoin.

E. 5.2

En matière d'assurance-invalidité, l'art. 69 al. 2 du règlement du 17 janvier 1961 sur l'assurance-invalidité (RAI, RS 831.201) précise que si les conditions d'assurances sont remplies (arrêt du Tribunal fédéral I 906/05 du 23 janvier 2007 consid. 5.2) - c'est le cas en l'espèce, le recourant ayant cotisé à l'AVS/AI suisse pendant plus de trois ans (cf. art. 36 al. 1 LAI; extrait du compte individuel du 8 juin 2011 [AI pce 141]) - l'office AI réunit les pièces nécessaires, en particulier sur l'état de santé du requérant, son activité, sa capacité de travail et son aptitude à être réadapté, ainsi que sur l'indication de mesures déterminées de réadaptation; à cet effet peuvent être exigés ou effectués des rapports ou des renseignements, des expertises ou des enquêtes sur place, il peut être fait appel aux spécialistes de l'aide publique ou privée aux invalides. En particulier, l'office AI doit mettre en oeuvre une expertise médicale lorsqu'il apparaît nécessaire de clarifier les aspects médicaux du cas (ATF 117 V 283 consid. 4a). Les données fournies par les médecins constituent un élément utile pour apprécier les conséquences de l'atteinte à la santé de la personne assurée et pour déterminer une activité adaptée et la capacité de travail résiduelle de l'assuré (ATF 132 V 93 consid. 4, 125 V 256 consid. 4 et références). En effet, l'invalidité au sens de la LPGA et de la LAI est l'incapacité de gain totale ou partielle, permanente ou de longue durée, qui peut résulter d'une infirmité congénitale, d'une maladie ou d'un accident (art. 8 LPGA et art. 4 al. 1 LAI). En cas d'incapacité de travail de longue durée, l'activité qui peut être exigée de l'assuré peut aussi relever d'une autre profession que celle exercée jusqu'alors (cf. art. 6 LPGA, 2ème phrase). De plus, il n'y a incapacité de gain que si celle-ci n'est pas objectivement surmontable (art. 7 al. 2 LPGA, 2ème phrase).

E. 5.3

Dans la conduite de la procédure, l'assureur dispose d'un large pouvoir d'appréciation en ce qui concerne la nécessité, l'étendue et l'adéquation de recueillir des données médicales (arrêt du Tribunal fédéral 9C_1012/2008 du 30 juin 2009 consid. 3.2.1). S'il estime que l'état de fait déterminant n'est pas suffisamment établi, ou qu'il existe des doutes sérieux quant à la valeur probante des éléments recueillis, l'administration doit mettre en oeuvre les mesures nécessaires au complément d'instruction (arrêt du Tribunal fédéral I 906/05 cité consid. 6). Le devoir d'instruction de l'office AI s'étend jusqu'à ce que les faits nécessaires à l'examen des prétentions en cause soient suffisamment élucidés (arrêt du Tribunal fédéral 8C_364/2007 du 19 novembre 2007 consid. 3.2). Le pouvoir d'appréciation de l'administration est limité par les principes de l'Etat de droit, tels les devoirs d'objectivité et d'impartialité et le principe d'une administration rationnelle (arrêt du Tribunal fédéral 9C_1012/2008 cité consid. 3.2.1 et références citées).

E. 5.4

Selon la jurisprudence (arrêt du Tribunal fédéral U 571/06 du 29 mai 2007 consid. 4.2, in RSAS 2008 p. 181), le devoir de prendre d'office les mesures d'instruction nécessaires à l'appréciation du cas ne comprend pas le droit de l'assureur de recueillir une "second opinion" sur les faits déjà établis par une expertise, lorsque celle-ci ne lui convient pas. L'assuré ne dispose pas non plus d'une telle possibilité. Il ne s'agit en particulier pas de remettre en question l'opportunité d'une évaluation médicale au moyen d'un second avis médical, mais de voir dans quelles mesure et étendue une instruction sur le plan médical doit être ordonnée pour que l'état de fait déterminant du point de vue juridique puisse être considéré comme établi au degré de la vraisemblance prépondérante (Ueli Kieser, ATSG-Kommentar, 2ème édition 2009, art. 43 n° 12 et 17). La nécessité de mettre en oeuvre une nouvelle expertise découle du point de savoir si les rapports médicaux au

dossier remplissent les exigences matérielles et formelles auxquelles sont soumises les expertises médicales. Cela dépend de manière décisive de la question de savoir si le rapport médical traite de manière complète et circonstanciée des points litigieux, s'il se fonde sur des examens complets, qu'il prend également en considération les plaintes exprimées par la personne examinée, qu'il a été établi en pleine connaissance de l'anamnèse, que la description du contexte médical et l'appréciation de la situation médicale sont claires et enfin que les conclusions du médecin sont dûment motivées et compréhensibles (ATF 125 V 351 consid. 3a et les références; arrêt du Tribunal fédéral 9C_1012/2008 cité consid. 3.2.2).

E. 6

Le principe inquisitoire de la procédure est tempéré par l'obligation de collaborer de la personne assurée.

E. 6.1

En vertu de l'art. 43 al. 2 LPGA, l'assuré doit se soumettre à des examens médicaux ou techniques si ceux-ci sont nécessaires à l'appréciation du cas et qu'ils peuvent être raisonnablement exigés. L'examen médical ou technique doit être exigible d'un point de vue objectif et subjectif. Constitue un élément subjectif par exemple, l'état de santé et le domicile de la personne assurée; il ne s'agit notamment pas de savoir si la personne assurée estime elle-même, de son point de vue personnel, l'examen comme lui étant exigible (Ueli Kieser, op. cit., art. 21 n° 74 p. 295 et art. 43 n° 44 p. 556). Ne sont pas exigibles, les mesures qui sont contre-indiquées en raison de l'état de santé de l'assuré ou qui impliquent un risque pour sa vie ou sa santé (Michel Valterio, Droit de l'assurance-vieillesse et survivants (AVS) et de l'assurance invalidité (AI), Commentaire thématique, 2011, chiffre 2879 p. 788). Cela étant, les examens médicaux et techniques, conformes à la connaissance de la science, sont en principe parfaitement exigibles de la part de la personne assurée, un motif concret s'y opposant étant réservé (arrêts du Tribunal fédéral I 988/06 du 28 mars 2007 consid. 4.2 et 9C_732/2012 du 26 novembre 2012 consid. 4.2; Ueli Kieser, op. cit., art. 21 n° 76 p. 295).

E. 6.2

Si l'assuré refuse de manière inexcusable de se conformer à son obligation de renseigner ou de collaborer à l'instruction, l'assureur peut, selon l'art. 43 al. 3 LPGA, se prononcer sur l'état du dossier et clore l'instruction et décider de ne pas entrer en matière. L'assureur doit leur avoir adressé une mise en demeure écrite les avertissant des conséquences juridiques et leur impartissant un délai de réflexion convenable. Ainsi, l'assuré qui ne se soumet pas à une mesure exigible, prend alors délibérément le risque que sa demande de prestations soit rejetée par l'administration, motif pris que les conditions du droit à la prestation ne sont pas, en l'état du dossier, établies au degré de la vraisemblance prépondérante (Michel Valterio, op. cit., chiffre 2879 p. 788). Cela étant, si l'assuré se montre par la suite disposé à collaborer à l'instruction et à se soumettre aux mesures nécessaires à celle-ci, il lui est loisible de saisir à nouveau l'administration d'une demande de prestations. Celle-ci devra rendre une nouvelle décision, si les nouveaux éléments recueillis sont de nature à justifier une appréciation différente de la situation (arrêt du Tribunal fédéral I 906/05 cité consid. 6).

E. 7

En l'occurrence, X._____ présentant des problèmes orthopédiques et psychiques, il sied dans un premier temps d'examiner si une expertise bi-disciplinaire en Suisse est nécessaire

au vu des considérants exposés sous le chiffre 5 ci-dessus.

E. 7.1

L'OAIE expose dans la décision incidente contestée que selon son service médical seul un examen clinique orthopédique et psychiatrique récent effectué en Suisse par des médecins rompus aux retentissements professionnels des atteintes de santé peut permettre une évaluation objective des séquelles de l'agression dont l'assuré a été victime (AI Vol. III pce 14). Dans son courrier du 14 novembre 2012, il a expliqué en détail pourquoi son service médical estime que les rapports médicaux du Dr S. _____ du 17 septembre 2009 et de la Dresse P. _____ du 29 octobre 2009 sont d'une qualité médico-clinique insuffisante et il a conclu que leurs indications ne permettent ni de poser le diagnostic ni d'apprécier la présence d'une incapacité de travail dans le sens de l'assurance-invalidité suisse (AI pce 159). L'OAIE se fonde alors sur les avis de la Dresse N. _____ du 10 février 2010 (AI pce 107), du Dr T. _____, psychiatre, des 12 mars 2010 et 30 octobre 2012 (AI pces 109 et 156), du Dr U. _____ des 24 octobre 2012, 15 mai et 6 juin 2013 (AI pces 156, AI Vol. III pces 7 et 11) et de la Dresse Y. _____ des 15 mai et 6 juin 2013 (AI Vol. III pces 7 et 11).

E. 7.2

Au vu de ces documents, le TAF ne peut pas suivre le recourant qui soutient que l'OAIE et ses médecins ont omis d'expliquer pourquoi les documents en leur possession ne permettaient pas de se prononcer en l'état du dossier.

E. 7.3

De plus, le TAF n'a pas de raisons d'écarter les avis motivés et détaillés des médecins de l'OAIE et du SMR. A l'instar de ceux-ci, il remarque que les rapports du Dr S. _____ et de la Dresse P. _____ des 17 septembre et 29 octobre 2009 (AI pces 101 et 102), particulièrement succincts, ne répondent pas aux exigences jurisprudentielles posées par le Tribunal fédéral. Notamment, ces médecins ne décrivent ni les limitations fonctionnelles et psychiques de l'assuré, ni sa capacité de travail résiduelle dans une éventuelle activité adaptée. Au vu des éléments observés, ils ne permettent pas de comprendre les raisons pour lesquelles ils ont retenu une incapacité de travail totale du recourant (cf. consid. 5.2 et 5.4 ci-dessus; ATF 125 V 351 consid. 3a). Les rapports des 16 février 2008 et 12 avril 2009 du Dr M. _____ (AI pces 35 et 88) ainsi que les différents rapports d'examen du genou droit de l'assuré, ayant été établis au vu de son traitement, sont également insuffisants dans le sens où ils ne permettent pas de déterminer, avec le degré de vraisemblance prépondérante (cf. consid. 5.4), la capacité de travail résiduelle du recourant. Les rapports de la Dresse L. _____ des 22 mars et 22 août 2007, décrivant sommairement les constats médicaux, ne remplissent pas non plus les conditions de la jurisprudence (cf. arrêt du Tribunal fédéral 9C_952/2011 du 7 novembre 2012 consid. 2.3 quant à la valeur probante faible d'un rapport médical E 213). Par ailleurs, les limitations fonctionnelles décrites par le Dr A. _____ dans son rapport du 4 octobre 2006 (limitation de la marche prolongée, des activités sportives et du port de charges lourdes [AI pce 26]) et par le Dr J. _____ dans ses rapports des 15 mai et 24 octobre 2006 (limitation de la marche, impossibilité des positions à genoux, la montée et la descente des escaliers sont douloureuses [AI pce 23], limitation de la station debout et de la position assise prolongée ainsi que de la conduite automobile et du port de charges dépassant 5 kg [AI pce 30]) mettent en doute l'incapacité de travail totale de l'assuré dans toute activité pour son seul problème orthopédique (cf. notamment avis de la Dresse N. _____ du 10 février 2010 [AI pce 107]).

E. 7.4

X. _____ qui conteste la nécessité de la mise en oeuvre de nouvelles expertises, n'explique pas en quoi les avis des médecins de l'OAIE et du SMR sont erronés. Il soutient que ces médecins sont impartiaux sans alléguer un élément concret justifiant son assertion. L'on ne peut notamment pas admettre que ces médecins sont impartiaux pour les seules raisons qu'ils ne suivent pas l'opinion du recourant et qu'ils confirment dans leurs rapports leurs positions précédentes. De jurisprudence constante, le simple fait que ces médecins sont liés à l'assureur par un rapport de travail ne permet pas non plus de douter de l'objectivité de leurs appréciations (ATF 125 V 351 consid. 3b/ee). Le recourant n'expose en outre pas non plus les raisons pour lesquelles l'on devrait considérer que les rapports et conclusions des médecins consultés jusqu'alors sont complets et répondent aux exigences de la jurisprudence du Tribunal fédéral. Contrairement à ce qu'il semble croire, ce n'est pas le nombre considérable des certificats attestant son invalidité, pas plus que le fait que les rapports du Dr S. _____ et de la Dresse P. _____ ont été exécutés sur la demande de l'OAIE qui permettent de conclure que ces pièces bénéficient de la valeur probante, mais bien leur contenu (sur la valeur probante d'un certificat médical, cf. ci-dessus consid. 5.4 in fine). De plus, le recourant ne peut rien déduire en sa faveur du fait que la sécurité sociale française et le Tribunal du contentieux de l'incapacité l'ont reconnu invalide (AI pces 12 et 147). En effet, contrairement à ce qu'il semble penser, la notion d'invalidité et le droit à une rente d'invalidité n'est pas harmonisé au niveau européen; l'ALCP et les règlements déterminants (cf. consid. 3.2 ci-dessus) prévoient des règles de coordination mais pas d'harmonisation. Ainsi, chaque Etat reste autonome et détermine lui-même les conditions d'après lesquelles les assurés ont droit à ses prestations d'assurances, sous réserve des règles de coordination (cf. art. 8 ALCP; ATF 134 V 428 consid. 3.1 et 131 V 390 consid. 6.2.1). Partant, en l'occurrence le droit suisse est déterminant et l'OAIE n'est pas obligé de suivre les décisions de la sécurité sociale française (cf. consid. 3.2 ci-dessus).

E. 7.5

Le recourant allègue qu'il est absurde de procéder à une nouvelle expertise, son agression ayant eu lieu en 2005 déjà. Cependant, le recourant méconnaît que l'évaluation de son invalidité ne sera pas arrêtée aux faits survenus en 2005. L'évolution de son état de santé jusqu'au jour où l'OAIE statuera sur son droit à une rente sera prise en compte par la décision à rendre (cf. ATF 129 V 223 consid. 4.1). En l'occurrence, les derniers rapports médicaux versés au dossier datent de 2009 et 2010 déjà, un examen récent de sa situation médicale, tenant compte de tous ses troubles, est absolument impératif. Le grief du recourant est donc infondé.

E. 7.6

Le recourant critique que l'OAIE n'a pas examiné si un complément d'instruction auprès de la Dresse P. _____ et du Dr S. _____ ne serait pas plus rationnel et suffisant plutôt que recourir à une nouvelle expertise médicale en Suisse. Or, le TAF ne peut pas suivre le recourant, l'OAIE ayant justement procédé à un tel examen. Il ressort clairement des avis des médecins de l'OAIE et du SMR (AI pce 156 et AI Vol. III pces 7 et 11) que les rapports de la Dresse P. _____ et du Dr S. _____ sont insuffisants et que seul un examen clinique orthopédique et psychiatrique effectué en Suisse, auprès des experts qui ont l'expérience de l'assurance invalidité suisse, peut permettre une évaluation des séquelles de l'agression dont l'assuré a été victime. Partant, l'OAIE estime qu'un complément d'instruction auprès de la Dresse P. _____ et du Dr S. _____, qui n'ont notamment pas de connaissances de

l'assurance-invalidité suisse, n'est pas indiqué en l'espèce. De plus, contrairement à ce que soutient l'assuré, au vu des insuffisances manifestes des rapports des médecins consultés en France, l'OAIE n'a pas abusé de son pouvoir d'appréciation et n'a pas violé le principe d'une administration rationnelle (cf. consid. 5.3 ci-dessus) en décidant de la mise en oeuvre d'une expertise en Suisse plutôt qu'en France. Il n'existe notamment pas de droit à se faire examiner dans son pays de résidence (tout comme il n'existe pas non plus un droit à se faire examiner en Suisse; arrêt du Tribunal fédéral 9C_235/2013 du 10 septembre 2013 consid. 3.2 et références citées) et le Tribunal fédéral a admis que les rapports médicaux établis à l'étranger ne répondent souvent pas aux conditions posées par le droit suisse (arrêt du Tribunal fédéral 9C_952/2011 cité consid. 2.3) - tel est le cas en l'occurrence (cf. consid. 7.1 et 7.3 ci-dessus). Par ailleurs, s'il est incontesté que les médecins français ont autant de connaissances médicales que leurs consoeurs et confrères suisses, ces derniers connaissent mieux les exigences de l'assurance-invalidité suisse (cf. arrêt du Tribunal fédéral 9C-235/2014 cité consid. 3.2). Enfin, une expertise bi-disciplinaire permet en l'occurrence de déterminer la capacité de travail résiduelle du recourant en tenant compte de tous ses problèmes orthopédiques et psychiatriques.

E. 7.7

Le recourant fait également grief de la lenteur de l'examen de sa demande de rente qu'il a déposée il y a 7 ans déjà, ce qui est effectivement relativement long. Cela étant, non seulement il sied de rappeler que l'examen de sa demande a été interrompu depuis l'arrêt du Tribunal du 21 mai 2012 par les trois recours subséquents et infructueux du recourant des 15 septembre 2012, 26 novembre 2012 et 27 juin 2013 mais que, surtout, le principe de célérité n'a pas pour conséquence que l'administration soit contrainte de rendre une décision sur la base d'un dossier incomplet (ATF 129 V 411 consid. 1.2), en faveur de la personne assurée; le TAF l'a expliqué dans son arrêt du 5 octobre 2012 déjà (affaire C-5204/2012), considérants 4.1 et 4.2.

E. 7.8

En résumé, le Tribunal constate que l'OAIE ne dispose pas de toutes les informations médicales nécessaires lui permettant de déterminer avec le degré de la vraisemblance prépondérante la capacité de travail résiduelle du recourant. Contrairement à ce que soutient celui-ci, il ne s'agit donc pas d'obtenir par l'expertise bi-disciplinaire un "second opinion" plus favorable à l'OAIE.

E. 8

Un complément d'instruction médicale par le biais d'une expertise orthopédique et psychiatrique actuelle en Suisse étant indispensable, il reste à examiner si cette expertise est exigible au vu des éléments exposés dans le consid. 6 ci-dessus.

E. 8.1

Dans son courrier du 5 juillet 2010, le recourant invoque qu'un déplacement en Suisse serait pour lui un vrai calvaire en raison de ses problèmes de santé, ayant de la peine à marcher et ne tenant pas longtemps ni debout, ni assis, ni couché (AI pce 125). A son appui, il verse le certificat du 8 septembre 2010 du Dr J. _____ qui déconseille à son patient le déplacement en Suisse, la position assise étant douloureuse au bout de quelques minutes au niveau du genou et de la jambe droite et nécessite des changements de positions incessants (AI pce 130). Dans sa prise de position du 5 novembre 2014, le recourant explique que le but de ce certificat n'était pas de démontrer, explications médicales à l'appui, pourquoi il ne pouvait

pas se rendre en Suisse, mais de donner caution à ses explications données dans son courrier du 5 juillet 2010 (TAF pce 18). La Dresse N. _____ de l'OAIE, dans son avis du 2 novembre 2010, note que ce certificat n'apporte pas la preuve de l'incapacité de voyager de l'assuré. Elle explique que le Dr J. _____ ne relate que l'appréciation subjective de l'assuré "qui ne peut pas envisager un déplacement en Suisse" et que son certificat ne contient ni un diagnostic, ni un constat médical objectif. Les raisons pour lesquelles le recourant ne peut pas se soumettre à un examen en Suisse ne sont pas justifiés d'un point de vue médical. Elle conclut que le recourant est entièrement apte au voyage (TAF pce 135).

E. 8.2

Le TAF n'a pas de raisons d'écarter l'avis motivé de la Dresse N. _____, considérant en outre que d'après la jurisprudence il est constant que les médecins traitants - ici le Dr J. _____ - sont généralement enclin, en cas de doute, à prendre parti pour leur patient en raison de la relation de confiance qui les unit à ce dernier (ATF 125 V 351 consid. 3b/cc et les références citées). Le Tribunal juge que les problèmes de la marche de l'assuré et le fait qu'il doit souvent changer de position, aussi lors de la conduite automobile (cf. son courrier du 5 juillet 2010 [AI pce 125] et les limitations décrites par les Drs A. _____ et J. _____ dans leurs rapports des 15 mai, 4 et 24 octobre 2006 et 8 septembre 2010 [AI pces 23, 26, 30 et 130]) n'excluent pas son déplacement en Suisse, le séjour dans un hôtel et sa collaboration à une expertise médicale, étant à ce sujet rappelé que d'après la jurisprudence du Tribunal fédéral, les examens médicaux et techniques sont en principe parfaitement exigibles de la part des personnes assurées (consid. 6.1 ci-dessus). La claustrophobie et l'agoraphobie que l'assuré soulève dans son courrier du 5 juillet 2010 (AI pce 125) n'ont d'ailleurs été diagnostiquées par aucun médecin. En outre, le TAF constate que l'OAIE a tenu compte, dans la mesure du possible, des réserves du recourant, ayant déplacé l'expertise prévue dans un premier temps à Sion (cf. AI pces 114 et 122) à Genève qui se trouve à la frontière et qui dispose notamment d'un aéroport international; le vol direct jusqu'à Genève dure au maximum une heure et demie (cf. les sites internet des compagnies aériennes).

E. 8.3

Ainsi, le Tribunal retient que l'expertise en Suisse est exigible de la part de l'assuré, celui-ci ne souffrant pas d'une atteinte contre-indiquant un déplacement en Suisse.

E. 9.1

Enfin, pour être complet, le Tribunal constate que l'OAIE a procédé par son courrier du 14 novembre 2012 et par sa décision incidente du 5 juillet 2013 conformément à la jurisprudence du Tribunal fédéral par laquelle le droit de participation de la personne assurée à l'établissement d'une expertise médicale a été renforcé (ATF 137 V 210).

Concrètement, par communication du 14 novembre 2012, l'OAIE a expliqué en détail pourquoi une expertise psychiatrique et orthopédique était nécessaire (cf. notamment consid. 7 ci-dessus) et a indiqué les noms des experts mandatés ainsi que leurs disciplines médicales. Il lui a également transmis une liste des questions à soumettre aux experts. De plus, il lui a accordé un délai de 10 jours pour formuler d'éventuelles objections, de motifs de récusation ou de refus relatifs aux experts et pour lui faire parvenir des éventuelles questions complémentaires (AI pce 159). L'Office AI a ainsi également suivi les directives de l'Office fédéral des assurances sociales (cf. circulaire sur la procédure dans l'assurance-invalidité, CPAI, chiffres 2083 ss selon la version en vigueur depuis janvier

2014) que le Tribunal fédéral a approuvées, la procédure devant être simple et rapide (cf. ATF 139 V 349 consid. 5.2.2.3 et 5.2.3). Le recourant ayant contesté par la suite la nécessité d'une nouvelle expertise, la recherche d'un consensus n'a pas été indiquée - celle-ci est nécessaire lorsque les objections de l'assuré portent sur la récusation des experts ou sur les domaines médicaux à examiner (cf. ATF 139 V 349 consid. 4.2 et 5.4; arrêt du Tribunal fédéral 9C_560/2013 du 6 septembre 2013 consid. 2.3; CPAI chiffre 2084). A juste titre, l'OAIE a alors rendu la décision incidente litigieuse du 5 juillet 2013, maintenant que l'expertise auprès des Drs V._____ et W._____ était indispensable tout en rappelant leurs spécialités (AI Vol. III pce 14). L'OAIE a alors respecté la jurisprudence (cf. ATF 137 V 210 consid. 3.4.2.6, confirmés par ATF 138 V 271 consid. 1.1 et 139 V 349 consid. 5.2.2.3) ainsi que les directives de l'Office fédéral (CPAI chiffre 2084.2). Du reste, le TAF remarque que l'OAIE n'a pas eu l'obligation de joindre le questionnaire à sa décision incidente, le recourant n'ayant d'ailleurs formulé, suite à la communication du 14 novembre 2012, aucun grief à ce sujet. Le droit du recourant à être entendu préalablement sur ces questions (cf. ATF 137 V 210 consid. 3.4.2.9, confirmé par ATF 138 V 271 consid. 1.1 et 139 V 349 consid. 5.1; cf. CPAI chiffres 2083 ss) a été respecté par le courrier du 14 novembre 2012.

E. 9.2

En outre, contrairement à ce que prétend le recourant, son droit d'être entendu a été garanti pour d'autres raisons encore. L'OAIE, ayant en détail exposé dans ses actes la position de ses médecins (cf. également sa mise en demeure du 17 novembre 2010 [AI pce 136]), a donné à l'assuré toutes les informations nécessaires pour qu'il puisse prendre position en pleine connaissance de cause (cf. sur le droit d'être entendu et l'obligation de motivation de l'autorité notamment ATF 126 I 97 consid. 2b; ATAF 2010/35 consid. 4.1.2). De surcroît, le TAF a transmis au recourant le 6 février 2013, dans le cadre de l'affaire C-6283/2012 (TAF, affaire C-6283/2012, pce 4), les avis médicaux déterminants des Drs U._____ et T._____ des 24 et 30 octobre 2012, et le 29 octobre 2014, dans le cadre de la présente procédure (TAF pce 17), l'avis de la Dresse N._____ du 2 novembre 2010 et sa traduction ainsi que les avis de la Dresse Y._____ et du Dr U._____ des 15 mai et 6 juin 2013 et lui a accordé la possibilité de se déterminer. En outre, conformément à son obligation (cf. art. 33a PA; cf. aussi ATF 131 V 35 consid. 4.1), l'OAIE a toujours communiqué avec le recourant en français et a expliqué les avis de ses médecins dans cette langue.

Contrairement à ce que semble croire l'assuré, il n'existe pas le droit d'obtenir la traduction en français des pièces du dossier qui ont été rédigées dans une autre langue nationale suisse (ATF 131 V 35 consid. 3.3) même si en l'espèce, la traduction de certains avis médicaux a paru utile.

E. 9.3

Par ailleurs, conformément à l'art. 43 al. 3 LPGA, l'OAIE a averti l'assuré dans sa décision incidente des conséquences d'un manquement inexcusable à son obligation de collaboration (cf. consid. 6.2 ci-dessus).

E. 10

En conclusion, le Tribunal confirme la décision incidente du 5 juillet 2013 et rejette le recours de X._____ dans la mesure où il est recevable.

E. 11

Compte tenu de la particularité du cas d'espèce, le TAF dispense le recourant, bien que débouté, du paiement des frais de procédure conformément à l'art. 6 let. b du règlement concernant les frais, dépens et indemnités fixés par le Tribunal administratif fédéral (FITAF, RS 173.320.2). L'avance de frais de 400 francs, versée par le recourant, lui sera restituée par le Tribunal dès l'entrée en force du présent arrêt. Vu l'issue du recours, le recourant n'a pas droit à des dépens (cf. art. 64 al. 1 PA et art. 7 al. 1 a contrario FITAF). L'OAIE en tant qu'autorité fédérale n'y a pas non plus droit (cf. art. 7 al. 3 FITAF). Partant, il n'est pas alloué de dépens. Le dispositif se trouve à la page suivante.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.